



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Concession Parc 2000 - Deuxième extension - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006. Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en Préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La ZAC Parc 2000 2ème extension fut créée par la même occasion.

Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement approuvé.

L'opération est située sur la commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Z.A.C. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la ZAC Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, une grande entreprise pharmaceutique à l'Est.

Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2ème extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3 400 personnes.

Une mixité fonctionnelle et sociale se développe sur cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera près de 220 logements. Par une offre adaptée, la programmation des logements devra favoriser l'accession abordable des ménages aux revenus médians.

Les futurs résidents pourront profiter de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la ZAC et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier. Au Sud de la ZAC (façade sur la rue du Pilory), des commerces et/ou services pourront se développer en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

A la suite de différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération n°10611 du 30 janvier 2012. Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde Déclaration d'Utilité Publique qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés lors du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2017 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2017, 3 145 000 € H.T. ont été dépensé (dont 573 000 € H.T. sur l'exercice 2017), correspondant essentiellement à la réalisation de travaux de voiries et réseaux.

En outre, des aléas fonciers ont conduit à un retard dans l'avancée de l'opération, et nécessite de proroger la concession jusqu'à fin 2025, objet de l'avenant n°2 demandé.

En conséquence, le bilan ne comprend pas au 31 décembre 2017 d'acte de vente ni de recette de cession. A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 6 261 000 € H.T. en dépenses et en recettes, il est en augmentation de 140 000 € HT par rapport au CRAC précédent.

La participation d'équilibre de 189 000 € reste inchangée et a été versée en totalité en 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2ème Extension présenté par la SA3M pour l'exercice 2017 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- approuver les termes d'un avenant n° 2 prorogeant la concession d'aménagement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 précité et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-58377-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.